



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving
PWGSC
33 City Centre Drive
Suite 480C
Mississauga
Ontario
L5B 2N5
Bid Fax: (905) 615-2095**

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada
Ontario Region
33 City Centre Drive
Suite 480
Mississauga
Ontario
L5B 2N5

Title - Sujet Bouées espar en acier	
Solicitation No. - N° de l'invitation F2563-160054/A	Date 2016-12-13
Client Reference No. - N° de référence du client F2563-160054	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$TOR-024-7234	
File No. - N° de dossier TOR-6-39127 (024)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2017-01-23	Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Brewster, Shannon	Buyer Id - Id de l'acheteur tor024
Telephone No. - N° de téléphone (905) 615-2028 ()	FAX No. - N° de FAX (905) 615-2060
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF FISHERIES AND OCEANS 401 King St. W. Prescott Ontario K0E 1T0 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

DEMANDE DE SOUMISSIONS

pour

BOUÉES ESPAR EN ACIER

requis pour

**DIVISION DU CENTRE ET DE L'ARCTIQUE, GARDE CÔTIÈRE CANADIENNE,
MINISTÈRE DES PÊCHES ET DES OCÉANS DU CANADA**

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- 1.1 Introduction
- 1.2 Sommaire
- 1.3 Compte rendu

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

- 2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées
- 2.2 Présentation des soumissions
- 2.3 Demandes de renseignements – en période de soumission
- 2.4 Lois applicables
- 2.5 Fondement du titre du Canada sur les droits de propriété intellectuelle

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

- 3.1 Instructions pour la préparation des soumissions
- 3.2 Section I: Soumission technique
- 3.3 Section II: Soumission financière
- 3.4 Section III: Attestations

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

- 4.1 Procédures d'évaluation
- 4.2 Évaluation technique
- 4.3 Évaluation financière
- 4.4 Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

- 5.1 Attestations exigées avec la soumission et renseignements supplémentaires

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

- 6.1 Énoncé des travaux
- 6.2 Clauses et conditions uniformisées
- 6.3 Exigences relatives à la sécurité
- 6.4 Durée du contrat
- 6.5 Responsables
- 6.6 Paiement
- 6.7 Instructions relatives à la facturation
- 6.8 Attestations et renseignements supplémentaires
- 6.9 Lois applicables
- 6.10 Ordre de priorité des documents
- 6.11 Clauses du Guide des CCUA
- 6.12 Assurances

Liste des annexes:

Annexe A	Énoncé des travaux
Appendice 1 de l'annexe A	Sommaire des documents et échantillons à remettre
Appendice 2 de l'annexe A	Procédures concernant les documents et échantillons à remettre
Appendice 3 de l'annexe A	Lieu de livraison de la Garde Côtière
Appendice 4 de l'annexe A	Spécifications
Annexe B	Base de paiement
Annexe C	Critères d'évaluation de la soumission
Annexe D	Instruments de paiement électronique
Annexe E	Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi
Annexe F	Attestations additionnelle

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande de soumissions contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

- Partie 1 Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
- Partie 2 Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;
- Partie 3 Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission;
- Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection;
- Partie 5 Attestations : comprend les attestations à fournir;
- Partie 6 Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre; et
- Partie 7 Clauses du contrat subséquent: contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, les critères d'évaluation de la soumission, Instruments de paiement électronique, le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation et toute autre annexe.

1.2 Sommaire

- (a) La présente demande de soumissions vise à acquérir des bouées espar en acier pour le compte de la Garde côtière canadienne, division du Centre et de l'Arctique, ministère des Pêches et des Océans du Canada. Le soumissionnaire retenu devra fabriquer, fournir et livrer des bouées espar en acier mesurant 2 pieds par 17 pieds et 2 pieds par 13 pieds ainsi que des couvercles en forme conique, et fournir la main-d'œuvre, les matériaux et l'équipement nécessaires à l'exécution de tous les travaux, conformément à l'annexe A.
- (b) La présente demande de soumissions devrait donner lieu à l'attribution d'un contrat.
- (c) Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

1.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

- (a) Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
- (b) Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.
- (c) Le document (2016-04-04) Instructions uniformisées – biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.
- (d) La modification suivante sera apportée aux instructions uniformisées 2003 :
Le paragraphe 5.4 du document [2003](#), Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :
Supprimer : 60 jours
Insérer : (90) jours

2.2 Présentation des soumissions

- (a) Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.
- (b) En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

2.3 Demandes de renseignements – en période de soumission

- (a) Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins trois (3) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.
- (b) Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4 Lois applicables

- (a) Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur l'ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.
- (b) À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.5 Fondement du titre du Canada sur les droits de propriété intellectuelle

Le ministère des Pêches et des Océans du a déterminé que tout droit de propriété intellectuelle découlant de l'exécution des travaux prévus par le contrat subséquent appartiendra au Canada, pour les motifs suivants, tel que défini dans la Politique sur les droits de propriété intellectuelle issus de marchés conclus avec l'Éta :

- 6.4.2: l'objet principal du contrat ou des biens livrables en vertu du contrat est d'accroître certains acquis actuels du gouvernement en matière de droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base avant de transférer ceux-ci au secteur privé, par attribution de licence ou cession de propriété (non nécessairement à l'entrepreneur initial), à des fins d'exploitation commerciale;

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

- (a) Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit:

- (i) Section I: Soumission technique (3 copies papier)
- (ii) Section II: Soumission financière (1 copie papier)
- (iii) Section III: Attestations (1 copie papier)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

- (b) Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission:

- (i) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- (ii) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.htm>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient:

- (i) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- (ii) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

3.2 Section I: Soumission technique

- (a) Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.
- (b) La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

3.3 Section II: Soumission financière

- (a) Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement dans l'Annexe B. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

(b) Paiement électronique de factures – soumission

- (i) Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « D » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.
- (ii) Si l'annexe « D » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.
- (iii) L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

(c) Exchange Rate Fluctuation

C3011T (2013-11-06), Exchange Rate Fluctuation

3.4 Section III: Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- (a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- (b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.2 Évaluation technique

(a) Critères techniques obligatoires

Les critères techniques obligatoires sont inclus en Annexe C – Critères d'évaluation de la soumission.

4.3 Évaluation financière

(a) Évaluation du prix - Global

- (i) Le soumissionnaire doit remplir et remettre de pair avec son offre une offre de prix conforme à l'Annexe B - Base de paiement.
- (ii) Le prix évalué sera le prix total évalué, à savoir la somme des prix de l'article 1.1 et de l'article 1.2 (taxes applicables en sus) indiqués à l'annexe B, Base de paiement.
- (iii) Le prix de la soumission sera évalué en **dollars canadiens**, excluant les taxes applicables, FAB destination, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens.

4.4 Méthode de sélection – critères techniques obligatoires

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

(a) Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à la Politique d'inadmissibilité et de suspension (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

(b) Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail (http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu_travail/droits_personne/equite_emploi/programme_contrats_federaux_page?&_ga=1.152490553.1032032304.1454004848).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

6.1 Énoncé des travaux

- (a) L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui figure à l'annexe A.

(b) **Option d'achat**

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acquérir les biens, les services ou les deux, qui sont décrits à l'article 1.2 et 2.1 du contrat selon les mêmes conditions et aux prix et(ou) aux taux établis dans l'annexe B. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

L'autorité contractante peut exercer l'option à n'importe quel moment avant la date d'expiration du contrat en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur.

6.2 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

(a) **Conditions générales**

2030 (2016-04-04), Conditions générales - besoins plus complexes de biens, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

(b) **Conditions générales supplémentaires**

(i) 4001 (2015-04-01), Achat, location et maintenance de matériel; et

(ii) 4007 (2010-08-16), Le Canada détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux.

Les conditions générales supplémentaires ci-dessus s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

6.3 Exigences relatives à la sécurité

Le contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.4 Durée du contrat

(a) **Période du contrat**

La période du contrat est à partir de la date du contrat jusqu'au 30 avril, 2018 inclusivement.

(b) **Date de livraison**

(i) **Besoin ferme, article 1.1 à l'annexe B, Base de paiement**

Tous les produits livrables doivent être reçus au plus tard le 31 mars 2017.

(ii) **Besoin ferme, article 1.2 à l'annexe B, Base de paiement**

Chaque lot livré doit être reçu au plus tard _____ semaines (le soumissionnaire indiquera le délai nécessaire pour la livraison de chaque lot) suivant le moment de l'exercice d'une ou de plusieurs options par une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

(c) **Points de livraison**

La livraison du besoin sera effectuée aux points de livraison identifiés à l'Annexe « A », l'article 5, du contrat.

6.5 Responsables

(a) **Autorité contractante**

L'autorité contractante pour le contrat est:

Nom: Shannon Brewster
Titre: Spécialiste en approvisionnements
Direction: Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Approvisionnement
Région de l'Ontario
Adresse: 33 City Centre Drive, Suite 480C
Mississauga ON L5B 2N5
Téléphone: 905-615-2028
Télécopieur: 905-615-2060
Courriel: shannon.brewster@pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

(b) **Chargé de projet** (sera indiqué à l'attribution du contrat)

Le chargé de projet pour le contrat est:

Nom: _____
Titre: _____
Organisation: _____
Adresse: _____
Téléphone: _____
Télécopieur : _____
Courriel: _____

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité.

(c) **Représentant de l'entrepreneur** (à remplir à l'aide de la soumission)

Nom: _____
Titre: _____
Organisation: _____
Adresse: _____
Téléphone: _____
Télécopieur: _____
Courriel: _____

6.6 Paiement

(a) **Base de paiement - Firm Lot Price(s)**

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé des prix de lot ferme(s) précisé(s) dans l'annexe B selon un montant total de _____ \$ (*insérer le montant au moment de l'attribution du contrat*). Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

(b) **Limite de prix**

Clause du Guide des CCUA C6000C (2011-05-16), Limite de prix

(c) **Paielements multiples**

Le Canada paiera l'entrepreneur lorsque des unités auront été complétés et livrés conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

- (i) une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- (ii) tous ces documents ont été vérifiés par le Canada; et
- (iii) les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

(d) **Paiement électronique de factures – contrat**

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;
- d. Échange de données informatisées (EDI) ;
- e. Virement télégraphique (international seulement) ; ou
- f. Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

6.7 Instructions relatives à la facturation

- (a) L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé «Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.
- (b) Les factures doivent être distribuées comme suit:
 - (i) L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.
 - (ii) Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.

6.8 Attestations et renseignements supplémentaires

(a) **Conformité**

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

6.9 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario.

6.10 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- (a) Les articles de la présente convention, ainsi que les différentes clauses du guide des CCUA qui sont intégrées par renvoi dans ce contrat;
- (b) les conditions générales 2030 (2016-04-04), Conditions générales - besoins plus complexes de biens;

- (c) Annexe A, Énoncé des travaux;
 - (i) Appendice 1 de l'annexe A – Sommaire des documents et échantillons à remettre
 - (ii) Appendice 2 de l'annexe A – Procédures concernant les documents et échantillons à remettre
 - (iii) Appendice 3 de l'annexe A – Lieu de livraison de la Garde Côtière
 - (iv) Appendice 4 de l'annexe A – Spécifications
- (d) Annexe B, Base de paiement; et
- (e) la soumission de l'entrepreneur datée du _____. (*à remplir lors de l'attribution du contrat*)

6.11 Clauses du Guide des CCUA

D5328C (2014-06-26), Inspection et acceptation

6.12 Assurance

G1005C (2008-05-12), Assurance

ANNEXE A

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

1. BESOIN

Le ministère des Pêches et Océans Canada et la Garde côtière canadienne ont besoin de bouées à espar en acier aux fins d'utilisation dans la région du Centre et de l'Arctique.

2. CONTEXTE

La région du Centre et de l'Arctique de la Garde côtière canadienne (GCC) utilise actuellement des bouées de divers types dans toute cette région. Ces bouées, aussi appelées aides à la navigation flottantes, sont essentielles aux efforts de la Garde côtière canadienne visant à protéger les voies navigables du Canada. Elles sont utilisées pour indiquer une variété de détails qui concernent les navigateurs tant commerciaux que récréatifs. La couleur et l'installation de feux, de signaux ou une combinaison de ces éléments sont utilisés sur chaque bouée dans le but d'indiquer divers détails de la voie navigable. Certains de ces détails comprennent le marquage des zones d'accès restreint, les dangers et les lieux de baignade, en plus de marquer les limites des chenaux. Près de 500 des bouées dans cette région sont des bouées à espar en acier.

Les bouées à espar en acier utilisées par la GCC dans la région du Centre et de l'Arctique restent dans l'eau toute l'année. Cela signifie que lorsqu'une d'elles doit être réparée ou repeinte, une bouée différente doit prendre sa place. Le présent besoin de fabrication doit servir à maintenir le surplus obligatoire de bouées nécessaire pour réduire au minimum le temps d'indisponibilité lorsqu'il faut les réparer, les repeindre ou les remplacer.

3. PORTÉE

L'entrepreneur doit fabriquer, fournir et livrer des bouées à espar en acier de 2 pi x 17 pi et de 2 pi x 13 pi et des cônes supérieurs en plus de fournir l'ensemble de la main-d'œuvre, des matériaux et de l'équipement nécessaires pour tous les travaux effectués en vertu du présent contrat.

L'entrepreneur doit s'acquitter, entre autres, des responsabilités suivantes :

a) Généralités

1. À tout le moins, réaliser les travaux conformément au Code national du bâtiment du Canada (CNBC) et à tout autre code provincial ou local. En cas de conflits ou de divergences, les normes, les codes et les autres documents de référence prescrits décrits à l'annexe A et ses appendices auront préséance.
2. Élaborer et présenter un plan de travail qui comprendra, au minimum, une liste de tous les sous-traitants qui seront employés.
3. Élaborer et soumettre un programme de sécurité. Les détails relatifs à ce qui doit être inclus sont décrits à l'article 4.3 et dans l'appendice 1 de l'annexe A.
4. Soumettre les certificats d'essais en usine. Fournir une preuve que tout le métal acheté pour le contrat est conforme aux normes de l'Association canadienne de normalisation (CSA) et aux normes internationales de l'American Society for Testing and Materials (ASTM).

b) Lieu de livraison de la Garde côtière

1. Tous les produits finis doivent être expédiés à la base de Prescott de la GCC. Adresse fournie à l'article 5.
2. L'entrepreneur doit assumer tous les coûts de transport des marchandises entre le lieu de fabrication et la base de la GCC.
3. Le produit final qui est livré en dehors des heures normales de travail doit être approuvé par le responsable du projet (RP) et l'entrepreneur sera responsable des frais supplémentaires.
4. L'entrepreneur doit aviser le responsable du projet une fois que les produits livrables sont prêts pour l'expédition. Trois (3) jours ouvrables avant l'expédition, l'entrepreneur doit aviser la base de Prescott de la GCC de sa livraison.
 - 4.1 Pour les livraisons, communiquer avec la base de Prescott de la Garde côtière canadienne au 613-925-2865.
 - 4.2 Heures d'expédition et de réception : du lundi au vendredi, de 9 h à 15 h.

c) Droits, permis, certificats et renseignements

1. L'entrepreneur doit fournir tous les renseignements demandés par les autorités responsables.
2. L'entrepreneur doit fournir au RP des copies de tous les documents qui se rapportent aux travaux décrits dans les présentes et qui ont été transmis aux autres responsables.
3. L'entrepreneur doit payer les droits et obtenir les certificats et les permis requis.
4. L'entrepreneur doit fournir les certificats et les permis sur demande.

d) Garantie

Toutes les bouées doivent être garanties contre les défauts de fabrication pendant une période de douze (12) mois à compter de la date de livraison et d'acceptation par la GCC.

e) Documents de référence

La version la plus récente de tous les documents mentionnés dans le présent contrat doit être utilisée à moins que l'article de référence stipule que la présente clause ne s'applique pas.

4. SPÉCIFICATIONS

4.1 Structures métalliques

4.1.1 Renseignements généraux

a) Portée des travaux

1. La fabrication des bouées et des cônes supérieurs doit être conforme aux spécifications détaillées dans l'appendice 4 de l'annexe A – Spécifications.
2. Les quantités requises varieront en fonction de la demande.
3. Pour chaque lot de dix (10) bouées commandées, ce qui suit s'applique :
 - neuf (9) doivent mesurer 17 pi;
 - une (1) doit mesurer 13 pi;
 - cinq (5) cônes supérieurs seront requis.

b) Références

Les travaux visés par l'article 4.1 doivent être exécutés conformément à la liste de références fournies dans les points 1 à 4 ci-dessous. En cas de conflits ou de divergences, les références ci-dessous auront préséance.

1. La Partie II du *Code canadien du travail*.
2. Code national du bâtiment du Canada du NRC-CNRC.
3. CSA International :
 - 3.1 CSA G40.20/G40.21-13, Exigences générales relatives à l'acier de construction laminé ou soudé/Aciers de construction.
 - 3.2 CSA S16-14, Conception des charpentes en acier.
 - 3.3 CSA W47.1-09 (R2014), Certification des compagnies de soudage par fusion de l'acier
 - 3.4 CSA W48-14, Métaux d'apport et matériaux associés pour le soudage à l'arc.
 - 3.5 CSA W59-13, Construction soudée en acier (soudage à l'arc) [métrique]
4. ASTM International
 - 4.1 ASTM A307-14, Standard Specification for Carbon Steel Bolts and Studs, 60,000 psi Tensile Strength.
 - 4.2 ASTM A36-14, Standard Specification for Carbon Structural Steel
 - 4.3 ASTM A242 -13, Standard Specification for High-Strength Low-Allow Structural Steel

c) Documents et éléments à remettre

Les documents et éléments à remettre doivent être transmis au RP, selon le tableau à l'appendice 2 de l'annexe A.

d) Assurance de la qualité

1. L'entrepreneur doit fournir au RP une date et une heure à laquelle l'inspection aura lieu. Cet avis doit être transmis au moins trois (3) jours à l'avance, afin que la GCC puisse programmer les essais d'assurance de la qualité.
2. Tous les défauts relevés pendant l'inspection de l'ouvrage doivent être corrigés par l'entrepreneur, à ses propres frais, et à la satisfaction de la Garde côtière. Les travaux ne pourront pas aller de l'avant tant que les inspections n'auront pas été effectuées et que l'entrepreneur n'aura pas reçu un avis écrit l'autorisant à procéder.

e) Livraison, entreposage et manutention

1. L'entrepreneur doit prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter d'endommager les bouées et les cônes supérieurs pendant le transport. Tous les composants endommagés doivent être remplacés aux frais de l'entrepreneur et être approuvés par la GCC avant de procéder.
2. Exigences en matière de livraison et d'acceptation : toutes les bouées et tous les cônes supérieurs livrés à la base de Prescott de la GCC doivent être en bon état.
3. Exigences pour l'entreposage et la manutention :
 - 3.1 Entreposer les matériaux au-dessus du sol dans un endroit propre, sec et bien ventilé jusqu'à ce qu'ils soient prêts pour l'expédition.
 - 3.2 Remplacer les matériaux défectueux ou endommagés par des matériaux neufs.

4.1.2 Spécification de produit

a) Matériaux

1. Tôle d'acier : toutes les tôles d'acier utilisées pour la fabrication des bouées doivent être conformes à l'une ou l'autre des normes suivantes :
 - 1.1 CSA G40,20/40.21, nuance 350W;
 - 1.2 ASTM A242;
 - 1.3 ASTM A36.
2. Éléments de structure : tous les éléments de structure en acier, comme les cornières ou les méplats utilisés pour la fabrication des bouées doivent être conformes à l'une ou l'autre des normes suivantes :
 - 2.1 ASTM A36;
 - 2.2 ASTM A242.
3. Boulons, écrous et rondelles : selon les spécifications et conformément aux dispositions de l'appendice 4 de l'annexe A – Spécifications.

4.1.3 Exécution

a) Fabrication

1. Tous les articles doivent être fabriqués conformément aux spécifications énoncées à l'appendice 4 de l'annexe A – Spécifications.
2. La fabrication doit être effectuée par une entreprise homologuée par le BCS, titulaire d'un certificat de division 2.
3. Lorsqu'il est nécessaire de procéder au pliage ou au retraitement d'un matériau quelconque, il faut veiller à ce que les méthodes employées ne nuisent pas aux propriétés physiques de ce matériau.
4. Tous les bords exposés doivent être taillés ou meulés à un rayon d'au moins 3 mm pour éviter que le personnel d'entretien se blesse, faciliter l'entretien et obtenir une forme favorisant l'adhésion des revêtements appliqués.
5. L'irrégularité maximale mesurée au moyen d'une règle droite ou d'un gabarit ne doit pas dépasser six (6) mm. Elle correspond soit à l'écart maximum constaté entre la règle droite/le gabarit et la plaque lorsque les extrémités sont en contact avec la plaque, soit à la moyenne des deux distances d'extrémité lorsque le centre est en contact avec la plaque. Les mesures doivent être prises de manière à révéler l'irrégularité la plus importante.

b) Soudage

1. Les flotteurs des bouées en acier doivent être entièrement fabriqués par soudage à l'arc. Les soudures doivent être exécutées par un opérateur qualifié selon la norme W47.1 de la CSA.
2. Toutes les soudures en acier doivent être conformes à la norme W59 de la CSA. Les soudures défectueuses doivent être découpées puis ressoudées. Aucune soudure calfatée ne sera acceptée.
3. Les joints et les abouts des plaques d'acier doivent, dans tous les cas, être lisses sans bords tranchants, bavures, trous ou dépressions.
4. Il ne faut pas utiliser de soudure d'angle à passe simple.
5. Pour la fabrication, les renforts rigides doivent être évités. Les tendeurs et les vérins doivent être enlevés après le pointage et avant le soudage.

c) Trous d'accès et plaques de fermeture

1. Au besoin, un trou d'accès doit être découpé dans la tête de la bouée, à l'endroit indiqué dans les spécifications, pour faciliter la fabrication interne. Une fois que les travaux internes sont terminés, le trou d'accès doit être fermé par soudage, à l'aide de la pièce enlevée dans la mesure du possible, de façon à conserver la forme et la courbure d'origine. Les coins des plaques d'accès ou de fermeture doivent présenter un rayon d'au moins 152,4 mm (6 po).

d) Revêtements de protection

1. Sans objet. La GCC doit appliquer les revêtements et la peinture après la réception.

4.1.4 **Qualité d'exécution**

a) Généralités

1. La qualité d'exécution des travaux sur la bouée doit être égale ou supérieure aux pratiques en matière de structure et de réservoirs sous pression décrites à l'article 4.1.5 et conformément au contrat. Si une inspection révèle une qualité d'exécution inférieure, les matériaux concernés doivent être enlevés et remplacés par des matériaux approuvés, avec une qualité d'exécution conforme, et ce, aux frais de l'entrepreneur.

b) Façonnage des métaux

1. Toutes les tôles pour la coquille qui nécessitent un façonnage doivent être auparavant chauffées uniformément afin de réduire les dommages au matériel, puis façonnées. Ces tôles ne doivent pas comporter de traces de coups de marteau, de fissures, de défauts, d'entailles ou d'imperfections de quelque nature que ce soit avant d'être intégrées à la bouée.

c) Régularité des coques de métal

- 1 La régularité est ici définie comme la planéité des tôles ou, dans le cas des surfaces courbes, le respect du rayon de courbure requis sur le dessin.
- 2 La régularité doit être mesurées à l'aide d'une règle droite d'un (1) mètre ou, pour les surfaces courbes, à l'aide d'un gabarit comportant le bon rayon de courbure. La longueur d'arc du gabarit doit être celle précisée dans le tableau 1 ci-dessous.

Tableau 1 : Longueur d'arc du gabarit de vérification

Rayon de courbure (r)	Longueur d'arc
1,75 m ou moins	$1/6 \pi r$
Plus de 1,75 m	1 m

4.1.5 **Essais**

a) Essai de pression

1. En présence d'un représentant de la GCC, la coquille ou le corps des bouées à espar en acier doivent faire l'objet d'un essai à une pression de cinq [5] lb/po² (35 kPa). Un manomètre doit être inclus dans le système d'essai de pression et ne doit indiquer aucune perte de pression pendant trente (30) minutes.
- 2 Les trous nécessaires pour fixer des tuyaux et des jauges pour les essais de pression doivent être percés et taraudés dans le corps de la bouée à cette fin, comme l'indiquent les spécifications. Une fois

les essais réalisés et acceptés par la GCC, ces trous doivent être refermés à l'aide de bouchons de tuyaux et étanchés.

b) Essais de rupture par traction

1. Une fois les bouées terminées, les amarres et les oreilles de levage doivent être mises à l'essai à 1,5 fois la charge maximum pratique. Voir l'appendice 4 de l'annexe A – Spécifications pour connaître les valeurs de charge maximum pratique.

4.1.6 Remplissage de l'intérieur

1. Sans objet.

4.2. Contrôle de la qualité

a) Inspection

1. La GCC ou son représentant doivent avoir accès aux travaux en tout temps. Si une partie des travaux est réalisée à un autre endroit, l'accès à ces travaux doit être possible pendant toute la durée du contrat.
2. Dans l'éventualité où les travaux doivent faire l'objet d'essais, d'inspections ou d'approbations spéciaux prescrits par la GCC dans le présent devis, ou exigés dans le cadre des règlements qui s'appliquent au chantier, la demande d'inspection doit être présentée dans un délai raisonnable.
3. La GCC doit effectuer une inspection finale une fois que les bouées en acier sont terminées.
4. L'entrepreneur doit donner un préavis d'au moins trois [3] jours au RP pour l'exécution de l'ensemble des essais et inspections décrits à l'annexe A.

b) Essais en usine

1. Les essais décrits à l'article 4.1.5 doivent être exécutés en présence de la GCC. Il en est de même pour tous les autres essais qu'elle juge nécessaires.
2. La bouée doit être inspectée afin d'assurer la conformité avec les dessins et les spécifications. L'inspection doit comprendre, sans toutefois s'y limiter, les dimensions, le lustré de la finition, l'absence d'imperfections liées aux projections de soudure et la qualité des soudures.
3. L'entrepreneur doit corriger tout aspect de la fabrication de la bouée jugé inacceptable par la GCC.
4. Les bouées ne doivent pas quitter les ateliers de l'entrepreneur tant qu'elles n'ont pas été jugées acceptables par la GCC.

c) Travaux rejetés

1. Éliminer les éléments défectueux jugés non conformes au contrat et rejetés par la GCC, et ce, même s'ils ont déjà été intégrés aux ouvrages. Remplacer ou refaire les éléments en question selon les exigences du contrat.

d) Acceptation des travaux

1. La GCC doit effectuer des visites d'acceptation des travaux au cours de l'étape d'évaluation décrite à l'article 4.1.5.
2. L'entrepreneur doit informer le RP lorsque 10 % de la commande a été exécutée afin que l'entrepreneur et la GCC puissent planifier une visite d'acceptation. L'entrepreneur doit être avisé au moins deux (2) jours ouvrables avant que les visites d'inspection aient lieu.
3. Tous les travaux doivent se terminer conformément au devis avant de présenter une demande pour une visite d'inspection. Si les travaux ne sont pas terminés ou s'ils sont jugés non conformes, l'entrepreneur doit assumer tous les coûts engagés pour les prochaines inspections.

4.3 Exigences en matière de santé et sécurité

- a) L'entrepreneur doit élaborer, soumettre, mettre en œuvre et mettre en application un programme de sécurité qui englobe tous les éléments des travaux.
- b) Le programme de sécurité de l'entrepreneur doit comprendre au moins les éléments suivants :

-
1. une liste de toutes les activités de la présente étape du projet et une liste des risques ou des dangers pour la santé et la sécurité;
 2. une description détaillée de la façon dont les activités doivent se dérouler et une description des méthodes d'atténuation des dangers et des risques;
 3. une liste des employés responsables des mesures concernant la santé et la sécurité, et une liste des mesures d'urgence;
 4. des fiches signalétiques de sécurité des produits (FSSP) dangereux qui doivent être utilisés pendant l'exécution des travaux.
- c) Tous les travaux doivent être exécutés conformément à la liste de références fournies dans les points 1 à 4 ci-dessous. En cas de conflits ou de divergences, les références ci-dessous auront préséance.
1. Partie II du Code canadien du travail – janvier 2008.
 2. Code national du bâtiment du Canada du NRC-CNRC.
 3. *Loi sur la santé et la sécurité au travail* de l'Ontario, 2009.
 4. L'ensemble des règlements et politiques provinciaux/territoriaux, des politiques de la Commission des accidents du travail et les règlements municipaux locaux touchant la sécurité de la main-d'œuvre des entrepreneurs.

5. EMPLACEMENT

Tous les produits finaux doivent être expédiés à l'adresse suivante :

Base de la Garde côtière canadienne
401, rue King Ouest
Prescott (Ontario) K0E 1T0

6. CONTRAINTES

- a) L'atelier de l'entrepreneur doit être certifié par le Bureau canadien de soudage (BCS) et être titulaire d'un certificat de division 2, pendant toute la durée du contrat.

APPENDICE DE L'ANNEXE A

Sommaire des documents et échantillons à remettre

Élément de la soumission	Description	Date d'échéance prévue
Plan de travail	Le document doit comprendre au minimum ce qui suit : <ul style="list-style-type: none">– un calendrier détaillé;– une liste de tous les sous-traitants employés pour réaliser les travaux.	Dix jours ouvrables avant la fabrication et acceptation par la GCC dans les deux jours ouvrables
Programme de sécurité	Le document doit au moins comprendre : <ul style="list-style-type: none">– une liste de toutes les activités de la présente étape du projet et une liste des risques ou des dangers pour la santé et la sécurité;– une description détaillée de la façon dont les activités doivent se dérouler et une description des méthodes d'atténuation des dangers et des risques;– une liste des employés responsables des mesures concernant la santé et la sécurité, et une liste des mesures d'urgence;– des fiches signalétiques de sécurité des produits (FSSP) dangereux qui doivent être utilisés pendant l'exécution des travaux.	Dix jours ouvrables avant la fabrication et acceptation par la GCC dans les deux jours ouvrables
Certificats d'essais en usine	S.O.	Une fois que les métaux ont été reçus par l'entrepreneur, envoyer des copies par télécopieur ou par courriel au responsable du projet.

APPENDICE 2 DE L'ANNEXE A

Procédures concernant les documents et échantillons à remettre

1. Généralités

La présente section précise les exigences et les procédures générales concernant la présentation de documents, par l'entrepreneur, à la GCC aux fins d'examen.

- a) Il ne faut pas commencer les travaux avant que les documents ou les échantillons présentés n'aient été examinés par la GCC.
- b) Lorsque des documents ou des renseignements présentés ne comportent pas d'unités SI (système international), des valeurs converties peuvent être acceptables.
- c) Toutes les modifications des soumissions demandées par la GCC doivent être conformes au contrat et soumises de nouveau, selon les directives de la GCC.
- d) En présentant à nouveau les documents et échantillons, il faut fournir à la GCC un avis écrit concernant toutes les autres révisions que celles qu'elle demande.

2. Exigences liées aux documents et éléments à remettre

- a) Présenter les documents et éléments conformément aux exigences des travaux et du contrat. Les documents et éléments ne seront pas examinés tant que tous les renseignements connexes n'auront pas été présentés.
- b) Prévoir trois (3) jours ouvrables, ou selon ce qui est indiqué dans le devis, pour l'examen et l'acceptation des documents et échantillons par la GCC.
- c) L'ingénieur de l'entrepreneur doit estampiller et signer tous les documents et éléments qui nécessitent le sceau d'un ingénieur certifiant l'approbation des éléments, la vérification des mesures prises sur place et la conformité avec les exigences des documents contractuels.

APPENDICE 3 DE L'ANNEXE A

Coast Guard Delivery Location

Figure 1:

Base de la GCC à Prescott
401, rue King Ouest
Prescott (Ontario), K0E 1T0

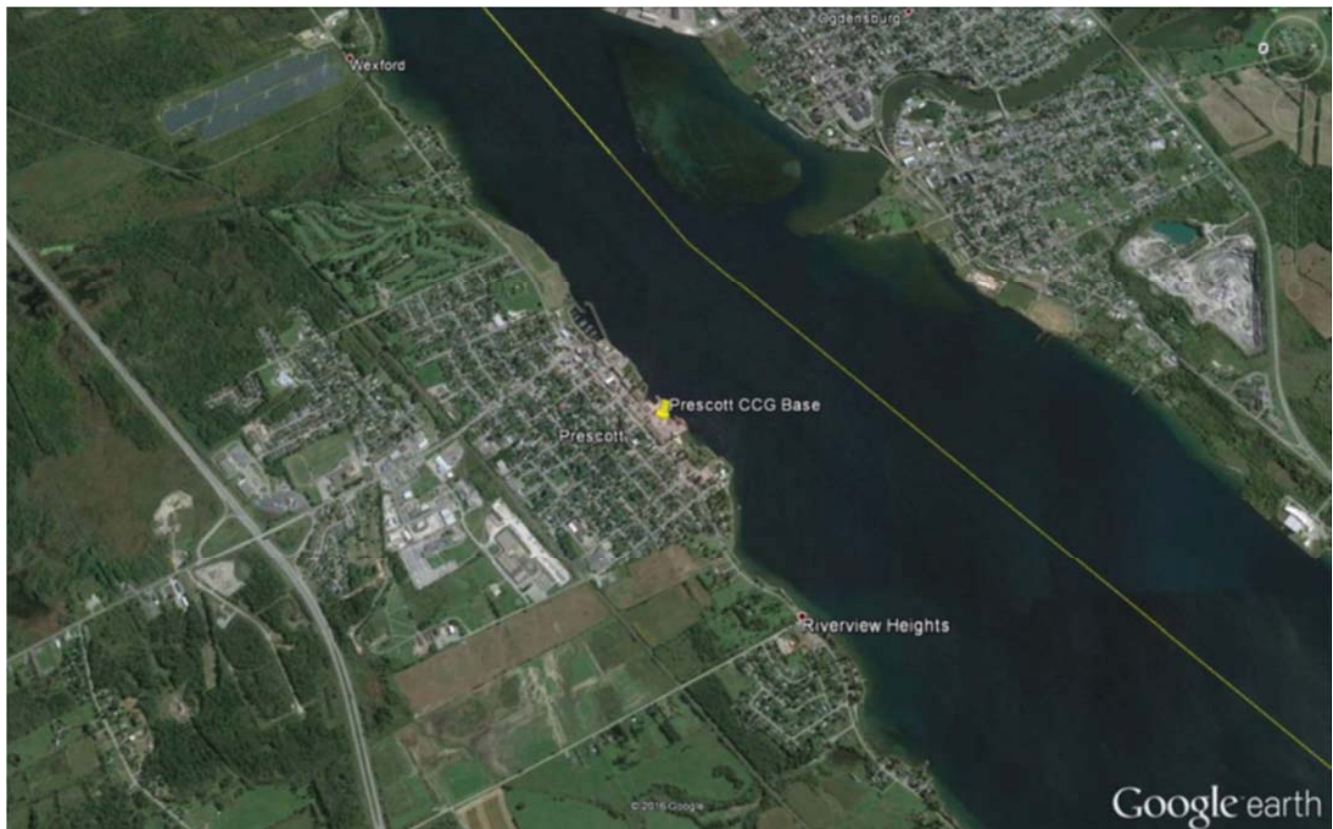


Figure 2:

Plan rapproché de la base de la GCC à Prescott
401, rue King Ouest
Prescott (Ontario), K0E 1T0



Solicitation No. - N° de l'invitation
F2563-160054/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
tor024

Client Ref. No. - N° de réf. du client
F2563-160054

File No. - N° du dossier
TOR-6-39127

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

APPENDICE 4 DE L'ANNEXE A

Spécifications

(Voir les documents annexés)

ANNEXE B

BASE DE PAIEMENT

1. PÉRIODE DU CONTRAT - De la date d'attribution au 30 avril 2018.

Le prix de lot ferme doit englober la fabrication et la livraison du besoin conformément à l'annexe A, Énoncé des travaux, être exprimé en devises canadiennes, ainsi que comprendre les droits de douane et tous les frais de livraison et de transport, destination FAB, taxes applicables en sus.

1.1 BESOIN FERME

Chaque lot livré au cours de la période du contrat doit être reçu au plus tard le 31 mars 2017.

Article	Description	Quantité de lots	Prix de lot ferme	Prix de lot ferme calculé (taxes applicables en sus)
1	<p>Fabriquer et livrer des bouées espar en acier, conformément à l'annexe A, Énoncé des travaux. Chaque lot commandé doit comprendre les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - neuf (9) bouées espar en acier mesurant 2 pieds par 17 pieds; - une (1) bouée espar en acier mesurant 2 pieds par 13 pieds; - cinq (5) couvercles en forme conique. <p>Chaque produit fera l'objet d'une garantie de fabrication de douze (12) mois commençant à la date de la livraison. Tous les frais d'emballage, d'expédition, de transport et de livraison sont compris.</p>	2	\$	\$
Prix total de l'article 1.1:				\$

1.2 BESOIN OPTIONNEL

Le Canada pourra exercer les options à sa discrétion exclusive afin d'acquérir jusqu'à huit (8) lots n'importe quand pendant la période allant de la date d'attribution du contrat au 30 avril 2018. Chaque lot livré devra être reçu au plus tard _____ semaines (**le soumissionnaire indiquera le délai nécessaire pour la livraison de chaque lot**) à la suite de l'exercice d'une ou de plusieurs options par une modification au contrat émise par l'autorité contractante. Le Canada se réserve le droit de commander un seul ou plusieurs lots pendant la période du contrat.

Article	Description	Quantité de lots maximale	Prix de lot ferme	Prix de lot ferme calculé (taxes applicables en sus)
1	Fabriquer et livrer des bouées espar en acier, conformément à l'annexe A, Énoncé des travaux. Chaque lot commandé doit comprendre les éléments suivants : - neuf (9) bouées espar en acier mesurant 2 pieds par 17 pieds; - une (1) bouée espar en acier mesurant 2 pieds par 13 pieds; - cinq (5) couvercles en forme conique. Chaque produit fera l'objet d'une garantie de fabrication de douze (12) mois commençant à la date de la livraison. Tous les frais d'emballage, d'expédition, de transport et de livraison sont compris.	8	\$	\$
Prix total de l'article 1.2:				\$
Prix total évalué (l'article 1.1 + l'article 1.2):				\$

Remarque : Toutes les lignes en gris seront retirées à l'attribution du contrat.

ANNEXE C

CRITÈRES D'ÉVALUATION DE SOUMISSIONS

Critères techniques obligatoires

Le soumissionnaire doit produire des documents et démontrer dans sa soumission qu'ils répondent à chacun des critères. **Si le soumissionnaire ne fournit pas de documents à l'appui, la soumission pourrait être jugée non recevable.**

Guide descriptif

À jour : la date d'échéance de n'importe quel document de certification ne doit pas être antérieure au 30 avril 2017.

N°	Critères obligatoires	Réponse du soumissionnaire
		Désignation des documents à l'appui
01	<p>L'atelier du soumissionnaire doit être certifié par le Bureau canadien de soudage (BCS) et être titulaire d'un certificat de division 2.</p> <p>Comme preuve de conformité, le soumissionnaire doit produire une copie du document de certification à jour, à la date de clôture des soumissions.</p> <p>Si le document de certification n'a pas été fourni à la clôture des soumissions, Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) avisera le soumissionnaire qu'il est tenu de le fournir dans les deux jours ouvrables suivant l'avis de SPAC. (remarque : ce délai tient compte du fait que SPAC suppose que ces documents sont facilement disponibles).</p> <p>Si le soumissionnaire omet de fournir les documents requis dans les deux jours ouvrables, sa soumission sera déclarée non recevable et ne sera pas examinée davantage.</p>	

ANNEXE E

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Le soumissionnaire accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- ☐ Carte d'achat VISA ;
- ☐ Carte d'achat MasterCard ;
- ☐ Dépôt direct (national et international) ;
- ☐ Échange de données informatisées (EDI) ;
- ☐ Virement télégraphique (international seulement) ;
- ☐ Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

ANNEXE F

PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI

Je, soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations d'un soumissionnaire. À défaut de répondre à toute demande ou exigence imposée par le Canada, la soumission peut être déclarée non recevable ou constituer un manquement aux termes du contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, visitez le site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail.

Date : _____ (AAAA/MM/JJ) [si aucune date n'est indiquée, la date de clôture de la demande de soumissions sera utilisée]

Compléter à la fois A et B.

A. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- ☐ A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- ☐ A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur sous réglementation fédérale, en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi.
- ☐ A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés permanents à temps plein et/ou permanents à temps partiel au Canada.

A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada; et

- ☐ A5.1. Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi valide et en vigueur avec EDSC – Travail.

OU

- ☐ A5.2. Le soumissionnaire a présenté l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168) à EDSC - Travail. Comme il s'agit d'une condition à l'attribution d'un contrat, remplissez le formulaire intitulé Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168), signez-le en bonne et due forme et transmettez-le à EDSC – Travail.

B. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ B1. Le soumissionnaire n'est pas une coentreprise.

OU

- ☐ B2. Le soumissionnaire est une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation. (Consultez la section sur les coentreprises des instructions uniformisées.)

ANNEXE G

ATTESTATIONS ADDITIONNELLE

1. Conseil d'administration

Conformément à la Partie 5 – Attestations et renseignements supplémentaires, les soumissionnaires doivent transmettre une liste complète de noms de tous les administrateurs avant l'attribution du contrat. Ils sont tenus de fournir cette information dans leur soumission.

Nom de l'administrateur - _____ Titre: _____

Nom de l'administrateur - _____ Titre: _____

Nom de l'administrateur - _____ Titre: _____

Nom de l'administrateur - _____ Titre: _____

Nom de l'administrateur - _____ Titre: _____

Nom de l'administrateur - _____ Titre: _____

Nom de l'administrateur - _____ Titre: _____

Nom de l'administrateur - _____ Titre: _____

2. Numéro d'entreprise – approvisionnement (NEA)

Conformément à la Section 02, Numéro d'entreprise - approvisionnement, des 2003, (2015-07-03) Instructions uniformisées – biens ou services - besoins concurrentiels, les fournisseurs doivent détenir un numéro d'entreprise – approvisionnement (NEA) avant l'attribution d'un contrat. . Ils doivent fournir leur NEA dans leur soumission.

Numéro d'entreprise - approvisionnement - _____

Si un fournisseur ne possède pas une NEA, les fournisseurs peuvent demander un NEA en direct à [Données d'inscription des fournisseurs](#). Il est également possible de communiquer avec la LigneInfo au 1 800-811-1148 pour obtenir le numéro de téléphone de l'agent d'inscription des fournisseurs le plus près.